

La police fédérale n'a plus les moyens de remplir convenablement ses missions

■ C'est un rapport officiel qui le dit. La députée CDH Vanessa Matz s'en prend à Jan Jambon.

Ce mercredi, la commission de l'Intérieur de la Chambre entendra, en présence du ministre de l'Intérieur, Peter De Crem (CD&V), le professeur (au Benelux Universitair Centrum, à Anvers) Willy Bruggeman, président du Conseil fédéral de police et auteur d'un rapport d'évaluation consacré à l'optimisation de la police fédérale voulue par la loi du 26 mars 2014.

Un constat inquiétant

Un rapport qui dresse un état des lieux plus qu'inquiétant. Une phrase résume à elle seule la situation: "À la question de savoir si la police fédérale est encore en mesure de réagir de manière suffisamment flexible aux nouveaux phénomènes et crises avec les moyens et la capacité dont elle dispose à l'heure actuelle, la réponse est négative. La réponse à la menace terroriste a démontré que sous une telle pression et dans les conditions actuelles, de tels efforts supplémentaires ne pourraient être renouvelés. Ces efforts ont en outre été effectués au détriment d'autres phénomènes d'insécurité", écrit Willy Bruggeman.

Budget en baisse, effectifs aussi

Un peu plus loin, le professeur enfonce le clou: "Il est confirmé que la police fédérale ne dispose pas de la capacité et des moyens suffisants pour pouvoir remplir convenablement ses missions." Et il cite des chiffres: entre décembre 2013 et mai 2018, la police fédérale a connu une baisse de ses effectifs de 394 unités. En 2016, le creux a même été de 611 personnes.

En dépit des efforts consentis ces dernières années, "il y a eu un manque de capacité et de personnel". L'expert ajoute que le budget 2018 reste de plus de 15% inférieur à celui de 2012 et de 7,5% inférieur à celui de 2014. Cela a eu un impact non seulement sur les effectifs mais aussi sur les crédits d'investissements, note-t-il.

C'est ce que relève aussi Vanessa Matz, députée CDH et membre de la commission de l'Intérieur. À *La Libre*, elle déclare que le gouvernement Michel, en appliquant des économies linéaires à tous les départements, a fait tomber le recrutement de façon dramatique et que les efforts consentis après les attentats de Paris et de Bruxelles n'ont pas suffi à combler un déficit, qui s'élève, selon elle, à 800 agents du côté de la police fédérale et à 3 000 policiers pour l'ensemble des services et du pays.

Dans son rapport, le professeur Bruggeman ne remet pas en cause la structure intégrée de la police. Mais il consi-



Mercredi, à Liège, les policiers ont dénoncé les violences dont ils sont l'objet mais aussi leurs conditions de travail et le manque d'effectifs.

"Le but était d'assécher le niveau fédéral pour pouvoir affirmer qu'une régionalisation des services de police s'imposait."



REPORTERS/QUINET

Vanessa Matz
Députée fédérale CDH

tate que son optimisation, portée par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Jan Jambon (N-VA), a "été une entreprise laborieuse, ce qui a eu un impact sur le fonctionnement de la police fédérale et a porté atteinte à son image".

La police locale doit aider la police fédérale

Le rapport relève encore que la lutte contre la menace terroriste puis celle contre la "vague migratoire", devenues des priorités, ont "miné" la police fédérale, ce qui a entraîné une perte d'efficacité dans une série d'autres domaines. Le fait qu'elle ait dû s'acquitter de nouvelles missions sans obtenir de moyens supplémentaires n'a rien arrangé.

Si le professeur n'élude pas l'existence d'une culture interne et de problèmes d'organisation qui ont pu freiner l'optimisation voulue par le gouvernement Michel, il n'en établit pas moins que les difficultés rencontrées par la police fédérale l'ont régulièrement empêchée de remplir sa mission d'appui aux polices locales.

Le calcul idéologique de la N-VA

M^{me} Matz estime même que les polices locales sont même souvent appelées à aider la police fédérale. "Le monde à l'envers, scande-t-elle. La police fédérale n'a jamais été dans un état aussi lamentable qu'aujourd'hui et c'est dû, en bonne partie, à la politique suivie par un gouvernement."

Selon Vanessa Matz, celui qui a été ministre de l'Intérieur durant la majeure

partie de la législature, Jan Jambon (N-VA) n'est pas le héros dont il a voulu donner l'image. "Il ne faut pas oublier sa volonté de vider les services centraux de leur substance au profit de structures agissant au niveau des arrondissements. Un organe comme l'Office central de lutte contre la délinquance économique et financière organisée (Ocedefo) a été démantelé, passant de 68 personnes en 2014 à 25 en 2019. Idem pour la Federal computer crime unit, qui compte 25 hommes contre 76 il y a cinq ans. Je suis convaincue qu'il y a un calcul idéologique derrière tout cela. Le but était d'assécher le niveau fédéral pour pouvoir constater qu'il ne fonctionnait pas et qu'une régionalisation des services de police s'imposait. Mais la criminalité, le terrorisme, l'insécurité ne s'arrêtent pas aux frontières régionales et le droit de vivre en sécurité est un droit fondamental pour tous les Belges."

M^{me} Matz espère que l'actuel ministre de l'Intérieur pourra atteindre son objectif d'engager 1 600 policiers, améliorer la digitalisation de la police, calmer les protestations "qui viennent de tous les côtés. Il faut sauver la police fédérale de l'état de faillite qui la menace".

Ce message, elle espère que Paul Magnette, l'informateur actuel, l'entendra et le fera passer. "L'échec de l'optimisation de la police fédérale illustre les doutes que l'on peut nourrir au sujet de l'efficacité et de la sincérité du travail de la N-VA dans un domaine pourtant hautement sensible et important", conclut-elle.

Jean-Claude Matgen